

Expression des conseillers municipaux

Conformément à la loi du 27 février 2002, « un espace est réservé dans le bulletin municipal à l'expression des conseillers municipaux ».

ÉLUS SOCIALISTES ET APPARENTÉS

➔ Dunkerque fait son festival

Dunkerque qui accueille Miss France 2008... Dunkerque qui prend la place « en or » de la Rue de la Paix sur le jeu Monopoly version « France »... Dunkerque au centre de la natation mondiale pour les championnats de France de natation et les larmes de Laure Manaudou... Dunkerque qui accueille les coureurs cyclistes des Quatre Jours ou plus de 2000 « Deux-Chevaux » venues de partout et même d'Afrique...

Et ce n'est pas fini, nous en passons et de meilleures. Les élus socialistes de la Ville de Dunkerque comme leurs collègues de la Gauche rassemblée sont particulièrement satisfaits de voir que leur ville, leur agglomération puisse ainsi rayonner à l'extérieur de nos territoires. Non par simple plaisir un peu « chauvin » d'entendre résonner le nom de Dunkerque... Surtout parce que cette succession d'événements, ce rayonnement répond à notre politique d'identification de notre agglomération qui mérite une image plus positive que celle trop souvent véhiculée par les médias.

Si nous ajoutons à ce décor l'implication sérieuse dans l'opération « le plus grand terrain des Jeux » visant à faire de la Côte d'Opale la base arrière des Jeux Olympiques de Londres 2012, nous avons là toute une liste d'actions qui prouvent notre dynamisme, notre qualité d'accueil, notre savoir-faire en toutes occasions.

Nous estimons que tout ce qui peut faire parler positivement de Dunkerque et de ses environs participe très directement à ce que nous désirons mettre en œuvre pour l'avenir de notre ville et de ses habitants : développement économique, touristique, interpellation de grands décideurs industriels et autres qui peuvent ainsi prendre conscience des capacités de notre territoire, tout cela dans l'optique d'améliorer, constamment, les offres en matière d'emploi pour les Dunkerquoises et les Dunkerquois.

Nous tenons également à saluer une autre opération dont le but affiché est d'attirer sur le Dunkerquois les investisseurs économiques. Lancée par « Dunkerque Promotion », qui a contribué au développement de plusieurs milliers d'emplois depuis sa création au début des années 90, cette opération promotionnelle nommée « Made in Dunkerque » (des spots passent quotidiennement sur les ondes de grandes radios françaises) promeut nos territoires et particulièrement les produits qui y sont fabriqués.

C'est ainsi qu'il nous est également possible de constater que Dunkerque et son agglomération ont entamé depuis bien longtemps déjà, une phase d'extension de ses activités économiques ne se contentant plus, comme le disent certains qui vivent encore dans le passé, de tout miser sur la sidérurgie, l'industrie lourde.

L'avènement de l'industrie chimique, la poursuite du travail pour conforter la première position européenne de Dunkerque en matière d'énergie, le développement continu du Port sont autant de critères économiques qui permettent à la région dunkerquoise de toujours privilégier sa lutte pour l'emploi. Ce qui, pour nous, est d'autant plus remarquable que tout cela se fait en même temps qu'est conduite une politique de développement durable et de préservation de l'environnement toujours accentuée.

ÉLUS L'ÉCOLOGIE « LES VERTS »

➔ Retraites, répartition des richesses, des alternatives existent !



La loi Fillon de 2003 sur les retraites avait prévu la possibilité de passer aux 41 annuités, à condition d'avancer sur la prise en compte de la pénibilité au travail, l'emploi des seniors et la revalorisation du niveau des pensions de retraite.

Alors que le gouvernement recule devant toute avancée dans ces domaines pour ne pas contrarier le Medef, il décide néanmoins de passer en force, par décret, en allongeant une fois de plus la durée de cotisation donnant droit à des pensions de retraites complètes.

Avec l'allongement de la durée des études qui retarde l'entrée dans la vie active, la précarisation du travail, l'augmentation du nombre de travailleurs à temps partiel, la propension des entreprises à licencier et à ne pas embaucher les personnes de plus de cinquante ans, sans parler du chômage persistant, il est irréaliste de penser que les travailleurs et chômeurs d'aujourd'hui en France valideront suffisamment de trimestres pour aboutir à 41, puis 42 annuités.

En augmentant le nombre d'annuités à 41 ans, le but du Gouvernement n'est pas de sauver les retraites par répartition : il est au contraire d'empêcher l'obtention de pensions complètes, puisqu'il ne prévoit pas les financements nécessaires. Or, qui dit pensions incomplètes dit obligation de les compléter par l'épargne individuelle. Inutile que les fonds de pension soutiennent cette soi-disant réforme. Les Verts rappellent que l'urgence est de garantir l'avenir des retraites par répartition. La réforme devra s'appuyer sur une solidarité étendue : notre proposition d'élargir l'assiette des cotisations employeurs à l'ensemble de la valeur ajoutée va dans ce sens. Une telle mesure permettrait en effet de moderniser l'assiette des prélèvements sociaux sans pénaliser les industries de main-d'œuvre.

Nous contacter : verts-nord-littoral.ouvaton.org/ 27 rue du Maréchal French 59140 Dunkerque. Tél. 03 28 26 59 78

ÉLUS COMMUNISTES

➔ C'est maintenant !



Augmentation des salaires, défense de l'emploi, des services publics et des retraites, lutte contre les délocalisations et les fermetures de classe... les conflits se multiplient dans le Dunkerquois et la colère monte sérieusement chez les enseignants, les personnels de la santé, les salariés de Coca Cola, ceux d'Astra Zenecca, de Clemessy, chez les marins pêcheurs, les salariés du PAD...

Cette guerre que nous livrent la droite et le patronat est soutenue par une puissante bataille politique et idéologique qui vise à éliminer toute perspective de changement. C'est le sens du service minimum. C'est le sens aussi de la réforme des institutions, destinés à consacrer définitivement le bipartisme pour une même politique.

Dans ce contexte les petites phrases pour tirer le bilan d'une année de Sarkozysme ou les grandes manœuvres qui ont démarré pour les présidentielles de 2012 sont désolantes. Car c'est maintenant que la gauche doit agir dans l'unité pour élaborer des solutions alternatives.

Combattre la crise, nécessite d'augmenter les salaires. Progresser vers plus d'égalité et de justice appelle plus de services publics, plus d'infirmières, d'enseignants... d'investissement dans la formation et le logement social, de droit pour les salariés... Garantir à tous une retraite décente et la sécurité face à la maladie, l'accident nécessite de mettre à contribution les revenus financiers... Agir pour l'emploi exige que des entreprises, comme Astra Zenecca qui délocalise, remboursent les aides somptueuses qu'elles ont perçues durant des années à travers les exonérations d'impôts.

Dans le contexte actuel c'est un front uni de la gauche qu'il faut construire pour résister, riposter et surtout élaborer des propositions et un projet alternatif à la droite et au libéralisme.

Les communistes prendront des initiatives dans ce sens.

67 rue de l'Amiral Ronarc'h, Dunkerque - Tél. 03 28 66 33 22
Fax : 03 28 66 33 16 - <http://dunkerque.gauchepopulaire.fr/> - particom@free.fr

ÉLUS RADICAUX DE GAUCHE

➔ Face à la démission progressive de l'état dans les domaines qui lui sont réservés, la région, le département, la ville doivent prendre en charge de plus en plus de secteurs nouveaux. En face de grands discours, de promenades nationales à Rungis, évitant soigneusement les zones à risques comme le secteur du poisson, les Radicaux avec les Verts et la majorité de gauche, œuvrons au quotidien et sans tapage à l'amélioration de la qualité de vie des habitants en participant aux nouveaux projets de rénovation de quartiers ou de création de nouveaux quartiers tel le quartier "Neptune". À côté de la politique spectacle, nous continuerons à travailler auprès de nos concitoyens et poursuivrons nos actions en faveur de la cohésion sociale.

ÉLUS MOUVEMENT RÉPUBLICAIN ET CITOYEN

➔ La casse du pacte républicain

Le gouvernement de François Fillon, sous la coupe de Nicolas Sarkozy a décidé de liquider une bonne fois pour toute, ce qui fait le pacte républicain de notre pays. Tout y passe, dérégulation du temps de travail qu'on propose de négocier entreprise par entreprise, suppression de milliers de postes dans la fonction publique et en particulier dans l'Éducation Nationale dans laquelle on supprime deux heures d'enseignement par semaine dans le primaire. Qui peut croire qu'avec moins d'heures de cours avec moins de profs l'enseignement sera de meilleure qualité ? Pouvoir d'achat en chute libre : qu'à cela ne tienne il faut accroître la concurrence pour faire baisser les prix. Mais ce que veulent les Français c'est gagner plus et vivre de leur travail dignement. Sur notre territoire comme ailleurs, les conflits se multiplient : Coca-cola, Astra Zenecca, Terris, fonctionnaires, retraités en situation de plus en plus précaire, marins pêcheurs, travailleurs pauvres... la liste est longue et devient impressionnante. Mais on nous dit que l'Europe nous impose ses choix, que la conjoncture est défavorable et que les prévisions de croissance sont bonnes... La gauche française ne peut rester à contempler cette situation qui peut devenir dramatique et se contenter de s'interroger sur celui ou celle qui sera le futur candidat à l'élection présidentielle. Le MRC a proposé la création d'un grand parti de toute la gauche pour faire face aux défis qui sont devant nous. L'urgence est aussi là, car le peuple français souffre.

Pour contact : clnicolet@wanadoo.fr

ÉLUS LES ALTERNATIFS

➔ Le Service public (suite)



Nous voulons des Services publics qui, au nom du bien commun, garantissent sur l'ensemble du Territoire, et dans l'égalité, le libre accès de tous (te)s les citoyen(ne)s aux droits fondamentaux et permettent la satisfaction des besoins sociaux essentiels de la population.

Ces droits ne sont pas des marchandises et ne doivent pas relever d'une logique de profits, de rentabilité financière.

Il faut exiger une autre politique qui élargisse le rôle et les missions des services publics, leur consacre, dans le cadre d'une répartition plus juste des richesses produites, davantage de moyens, et enfin démocratise leur fonctionnement.

Par ailleurs, reprise dans Politis une pétition est en cours pour que se construise une alternative à gauche :

<http://www.appel-a-gauche.org/>

Vous pouvez consulter le site des Alternatifs à l'adresse suivante <http://www.alternatifs.org/> :

Contact : écrire au 25 rue de la Paix à Dunkerque ou téléphoner à Cindy Bignardi Ledieu, Conseillère municipale déléguée pour la qualité des Services Publics au 0632652426. Permanence tous les samedis matins de 10h30 à 11h30 à cette même adresse. Vous pouvez aussi nous joindre sur le net à l'adresse suivante : l.alternatifs@laposte.net

Expression des conseillers municipaux

Conformément à la loi du 27 février 2002, « un espace est réservé dans le bulletin municipal à l'expression des conseillers municipaux ».

ÉLUS « ENSEMBLE POUR DUNKERQUE »

Combien ça coûte ?

Avec ses 28 adjoints, ses 10 conseillers délégués et son maire délégué, le conseil municipal de Dunkerque ressemble à cette armée où il n'y avait que des généraux et pas de troupe. La volonté du maire est-elle de préparer ses conseillers délégués à devenir adjoints, après 3 ans, comme il l'a évoqué pendant la campagne ? ou ne s'agit-il que de petites faveurs entre amis ?

Question : quel est le montant des indemnités ?

Toujours est-il que les 9 conseillers d'opposition sont les seuls qui accomplissent leur tâche bénévolement.

Coup de chaleur

Nous avons eu la chance d'avoir quinze jours de très beau temps. Cet été prématuré coïncidait avec le viaduc du 8 mai et de la Pentecôte. Les touristes qui affluaient sur notre plage malouine auraient aimé louer un kiosque. Mais impossible car ce coup de chaleur, pourtant annoncé par les météorologistes, n'entraîne pas dans le planning d'occupation des kiosques et le syndicat d'initiative de la plage a dû passer son temps à refuser la location.

Et pourtant, ne sommes-nous pas une grande station balnéaire ?

Droit d'accueil

Le président de la République a réaffirmé la priorité que représente, pour lui, l'amélioration de l'école. Quinze pour cent des élèves ne maîtrisent pas les savoirs fondamentaux (écriture, lecture et calcul) et 120 000 élèves sortent chaque année sans diplôme.

Il est prévu, dès la rentrée 2008, notamment

- de recentrer les programmes du primaire sur les savoirs fondamentaux ;

- d'accompagner les élèves en difficulté et de consacrer 1 milliard d'euros en 2008 au financement des heures supplémentaires.

Ces réformes suscitent des mécontentements. Pourtant, si le droit de grève des enseignants doit être respecté, il est tout aussi nécessaire de respecter la liberté des parents. Un projet de loi, déposé avant l'été, mettra en place un « droit d'accueil » pour les enfants qui sont inscrits dans les écoles. Les professeurs grévistes devront se faire connaître 48 h à l'avance. Les communes devront proposer des solutions d'accueil, dont la charge financière sera assurée par l'État.

Lors de la dernière grève, certains maires élus de la majorité gouvernementale ont déjà appliqué la formule. Alors pourquoi pas à Dunkerque ?

Quartier Sainte-Anne à Malo

Il n'y a aucun problème dans le quartier Sainte-Anne !

Et pourtant, les mini-motos et les quads vrombissent et roulent à toute allure dans les rues où les enfants, faute de mieux, jouent sur le trottoir et dans les garages. Ceci jusqu'à très tard le soir.

Les insultes pleuvent, des œufs et des tomates s'écrasent parfois contre les façades...

À part cela, tout va bien et l'on va construire une énième HLM pour y mettre des familles qui continueront à s'entasser dans des appartements avec des enfants.

À quand des maisons locatives pour les familles ? quand va-t-on prendre en compte leurs besoins ?

Mémoire sélective

Le cinquantenaire du lycée Jean-Bart a donné lieu à de nombreuses manifestations.

Cet anniversaire a permis à de nombreux participants de se retrou-

ver et tout cela fut fort sympathique. Les « piliers » de Jean-Bart furent mis à l'honneur : ancien censeur, anciens professeurs. Ils étaient à la fois émus et heureux de retrouver « leur lycée ».

Parmi les personnalités présentes, Claude Prouvoyeur est resté anonyme dans la foule. Pour lui, aucun hommage, aucun honneur. Son nom n'a même pas été évoqué. « On » a fait comme s'il n'avait jamais été intendant du lycée, ni maire de Dunkerque. Peut-être est-il déjà oublié ? ou alors est-il encore trop présent ?

Un chêne a été planté, symbole du passé, du présent et de l'avenir, comme l'a souligné Madame la Proviseur du lycée. Parfait, mais n'ayons pas la mémoire sélective !

Les palmiers : précision

Jean-Michel Deboës, horticulteur, nous demande de préciser que les palmiers plantés à Malo résistent à des températures « très basses ». Dont acte.

Ensemble pour Dunkerque : Jacqueline Gabant, Daniel Thienpoent, Laurence Wattre, Pierre le Boeuf. 1 passage P. et M. Curie - 59140 Dunkerque.

ÉLUS « DUNKERQUE, DEMAIN, AVEC VOUS »

La crise

Chacun le voit, la situation du pays est déplorable, et la crise que s'ouvre a de quoi inquiéter. Cette crise a trois aspects. C'est d'abord une crise **ancienne** : dans le monde entier, l'économie industrielle, basée sur la production de masse, est liquidée par une économie de la connaissance, qui bouleverse le monde du travail. Cette crise expédie au chômage, depuis longtemps, tous ceux qui faisaient vivre l'industrie. On le sait bien à Dunkerque, et ça ne sert à rien de se voiler la face : il faut préparer l'avenir. Or nous savons que nous ne sommes pas prêts.

C'est ensuite une crise du **présent** : tous, nous voyons nettement notre pouvoir d'achat se réduire au quotidien, alors que Sarkozy avait promis le contraire. La vie de chacun est ébranlée, ainsi que la confiance que l'on pouvait avoir dans le pouvoir ou l'avenir. Sarkozy est léger et manifestement incompetent et en plus, il se moque de nous. Dans un pays riche, si les pauvres deviennent plus pauvres, si les étrangers sont traqués, si les jeunes partent, qui peut parler d'avenir ?

C'est donc aussi une crise de l'**avenir**. Avec un président qui s'agitte pour ne rien changer, avec une majorité parlementaire qui se divise chaque jour, le pays tanguera dangereusement. Alors que nous avons besoin de transformations en profondeur, et que le pays est prêt, tout est figé. La nouvelle cohabitation avec la gauche installe le pays dans une paralysie durable : à la gauche le pouvoir local, à la Droite le pouvoir national et les vaches seront bien gardées. À gauche le couple Royal-Delanoë, à droite Sarkozy-Fillion : les jeux sont faits, rien ne va plus ! Et dire que tous se moquaient de François Bayrou. Il est le seul à avoir prédit cette catastrophe, à l'avoir annoncée. Il est le seul à avoir annoncé le désastre Sarkozy et à avoir refusé les manœuvres confuses avec Royal. Chacun voit bien aujourd'hui qu'il est l'homme de l'avenir, le seul à proposer une sortie de la crise. Une vraie sortie de crise.

Pierre Yana, Édith Varet, et la liste « Dunkerque, demain, avec vous ». Blog : pierre-yana.fr

ÉLUS « LE DÉFI DUNKERQUOIS »

Pour une autre politique du sport Aujourd'hui les nantis

Basket à Gravelines, hand à Dunkerque : ces deux clubs professionnels, inféodés au pouvoir socialiste, confisquent à leur profit une part de plus en plus importante de l'argent public (Ville, CUD). Les sponsors privés, eux se retirent. Le résultat n'est même pas au rendez-vous.

Aujourd'hui les laissés pour compte

« Si on n'est pas entendu par la municipalité pour améliorer la subvention et les structures, on va plonger, c'est sûr. » : c'est le coup de gueule de G. Vyncke, l'emblématique entraîneur de la Jean Bart. Après six titres de la Coupe de France, notre talentueuse équipe de gymnastique féminine s'est inclinée cette année en finale. Les talents dunkerquois n'intéressent-ils pas la municipalité ?

Dunkerque, ville sportive

À Dunkerque, les licenciés sont nombreux, les dirigeants bénévoles dévoués, les clubs actifs. Pas besoin de mercenaires professionnels pour entretenir l'esprit sportif à coups d'images médiatiques par nature éphémères.

Pour une pratique sportive durable

Le sport professionnel est devenu un spectacle. L'argent-roi a corrompu les valeurs sportives. Par intermittence, les scandales éclatent : matchs truqués, dopage, violence des joueurs avant d'être celle des supporters... désastreuse image.

Pour le Défi dunkerquois, Ville et CUD doivent retirer leurs billes du sport professionnel. L'argent public ne finance pas les spectacles.

Le Défi Dunkerquois - 10 rue Jean Bart - 59140 Dunkerque - <http://defidunkerquois@gmail.com>.

ÉLUS « LUTTE OUVRIÈRE »

Salaires-emploi-retraite, tout est lié

Après ceux de Coca-cola, les travailleurs d'AstraZeneca à Petite-Synthe font grève pour une augmentation de salaire et la défense de l'emploi. Le 22 mai, d'importantes manifestations ont montré l'opposition à l'allongement de la durée de cotisation-retraite à 41 ans. Le monde du travail doit se défendre sur tous les fronts, comme les travailleurs du port contre la privatisation.

À chaque fois, c'est le même problème : qui supporte les dépenses, les salariés ou les capitalistes ? C'est pour accroître ses profits que le patronat, avec le soutien du gouvernement, maintient les salaires en dessous de l'inflation ; qu'il ne veut pas supporter le coût des retraites ; qu'il licencie et supprime des emplois.

C'est pourquoi seule une lutte d'ensemble réunissant toutes les professions peut permettre aux travailleurs de faire vraiment reculer le patronat sur tous les plans en l'obligeant à prendre sur ses profits pour augmenter les salaires, créer des emplois, accroître ses cotisations aux caisses de Sécurité sociale et de retraite.

Pour contacter Jacques Volant : 06 13 56 19 78

Permanences des adjoints

sur rendez-vous

◆ Hôtel de ville

- Alain Vanwaefelghem (Premier adjoint, finances) : 03 28 26 27 77.

- Gracienne Damman (Relations internationales) : 03 28 26 26 03.

- François Liber (Santé, prévention) : 03 28 26 26 05.

- Joëlle Crockey (Éducation, petite enfance) : 03 28 26 27 61.

- Marianne Nouveau (Culture, lecture publique) : 03 28 26 26 46.

- Vincent Leignel (Urbanisme) : 03 28 26 26 18.

- Marie-Noëlle Loger (Animation, Fêtes) : 03 28 26 26 08.

- Patrice Vergriete (Sports) : 03 28 26 25 19.

- Zoë Carré (Promotion de l'égalité et des Droits de l'Homme, lutte contre les discriminations) : 03 28 26 25 99.

- Claude Nicolet (Aide au développement) : 03 28 26 27 77.

- Anne-Marie Dubreucq (Qualité du Service public, observatoire du pouvoir d'achat) : 03 28 26 27 77.

- Daniel Lemang (Démocratie locale, débat de société) : 03 28 62 70 28.

◆ Maison de l'Armateur

03 28 26 26 20 ou 03 28 26 26 22 ou 03 28 26 26 84.

- Marcel Lefèvre (Écologie urbaine, voirie et éclairage public).

- Wulfran Despicht (Logement, habitat, hygiène et salubrité, soutien aux associations à caractère social et humanitaire).

- Salim Draï (Nouvelles technologies de l'information et de la communication).

- Marie Fabre (Insertion).

- Philippe Waghemacker (Citoyenneté, affaires militaires, anciens combattants, sécurité publique).

- Jeanne Becquet (État civil, commissions de sécurité et d'accessibilité).

- Claudine Ducellier (Déplacements urbains).

- Jo Dairin (Affaires économiques et portuaires, professions libérales, artisanat et commerce).

- Karima Mahroug (Cultures urbaines).

- Bernard Dormaël (Jeunesse et vie étudiante, enseignement supérieur).

- Louardi Boughedada (Politique de la ville et rénovation urbaine).

◆ CCAS

- Fabrice Baert (Animation des personnes âgées) :

03 28 58 93 87.